

**Marche contre la loi immigration**

**Le 20 janvier à 14h00**

**Place de l’Hôtel de ville à Troyes**

Pour faire diversion et éviter de ne pas traiter les questions sociales pour que toutes et tous puissent vivre dignement, Emmanuel Macron a fait le choix de mettre à l’ordre du jour une nouvelle loi sur l’immigration alors que depuis 40 ans il y a déjà eu 29 réformes.

Le contenu de cette loi reprend les principales positions du parti d’extrême droite, le Rassemblement national. Cette loi dite « asile-immigration » a été adopté le 19 décembre dernier l’Assemblée nationale, rassemblant dans le déshonneur et la compromission les Macroniste et Les Républicains. Dans le département de l’Aube la députée LR a voté avec les députés RN, oubliant au passage qu’elle a été élue parce que de nombreuses électrices et électeurs aubois qui ont voté pour elle au 2ème tour afin de faire barrage à l’extrême droite.

**C’est un tournant dangereux dans l’histoire de notre démocratie.**

D’abord parce que cette loi ne répond pas aux causes de l’exil forcé de femmes, d’hommes, d’enfants fuyant les guerres, les persécutions, la misère ou le réchauffement climatique, ni aux défis de la définition d’une politique digne et humaine d’intégration basée sur l’accueil, la dignité et l’égalité des droits.

Ensuite, parce qu’elle a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d’imposer à la France leur sinistre projet de «préférence nationale».

Cette nouvelle loi, si elle est promulguée maltraiterait encore plus la population immigrée, aggraverait les nombreux obstacles à un accueil digne des étrangers, limiterait leur accès à l’égalité des droits et à leur intégration harmonieuse. Elle les menacerait d’une suspicion permanente et d’une expulsion facilitée. Elle remettrait en cause le droit du sol et introduirait le sinistre principe de la préférence nationale. L’année de débats que ce projet de loi a provoquée a alimenté le climat de racisme et de xénophobie déjà trop présent dans notre société.

Nous sommes tous et toutes menacés par cette loi raciste, xénophobe et antisociale.

Elle s’attaque aux libertés publiques et bafoue les droits fondamentaux qui sont inaliénables et qui protègent tous les citoyens.

Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la résistance. Elle s’attaque ainsi au droit du sol autant qu’aux droits fondamentaux proclamés et garantis par la Constitution et la déclaration des droits de l’homme : au travail, à l’éducation, au logement, à la santé…

**Soucieux de rassemblement et de solidarité plutôt que de division sans fin de notre société, nous appelons à manifester le 20 janvier à 14h place de l’Hôtel de ville à Troyes pour exiger que cette loi ne soit pas promulguée, pour combattre le racisme, la xénophobie et défendre une politique migratoire et d’accueil humaine garantissant à toutes celles et ceux vivant sur le même territoire les mêmes droits.**

Signataires de l’appel dans le département de l’Aube :

*Associations* : AGUI, GREENPEACE AUBE, FEDERATION DE L'AUBE DE LA LIBRE

PENSÉE, LDH, MRAP

*Partis politiques* : EELV, GENERATION.S, PCF, POI, LFI, LO

*Syndicats* : CGT, FSU, SOLIDAIRES

*Collectif* : LOUISE MICHEL